

Budget Marceau : où est la justice sociale et fiscale?

MONTREAL – Le 21 février 2014 – Alors que le budget Marceau déposé hier ne dit mot à propos des engagements annoncés l'automne dernier sur le financement des organismes d'action communautaire autonome, le RQ-ACA (Réseau québécois d'action communautaire autonome) est déçu de voir le gouvernement Marois poursuivre dans la voie de la tarification, de l'indexation et des compressions.

Le budget déposé hier par le ministre Marceau ne répond absolument pas aux propositions du mémoire déposé par le RQ-ACA dans le cadre des consultations prébudgétaires, lequel préconisait que le gouvernement soutienne la justice sociale et la justice fiscale.⁽¹⁾

En ce qui concerne les organismes d'action communautaire autonome, le RQ-ACA se questionne sur l'absence des engagements annoncés par Mme Marois en octobre dernier. Alors que le gouvernement souligne à grands traits, dans son résumé budgétaire, ses efforts pour « renforcer la solidarité », il est curieux que le soutien gouvernemental des organismes (54 million\$ dès 2014-2015) y soit absent. De plus, aucune référence à l'annonce de la première ministre concernant la « mise en place d'un programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles à vocation collectives (10,2 millions d'ici 2017) ».

Le RQ-ACA demande que le gouvernement s'engage à respecter les annonces faites par la première ministre, lesquelles constituent un minimum ne répondant qu'en partie aux demandes des organismes d'action communautaire autonome. Soulignons que cette annonce s'appliquait qu'à quelques ministères (santé, familles, employabilité) et que les organismes soutenus par plusieurs ministères n'étaient pas inclus.

Pour une fiscalité audacieuse

Bien que le RQ-ACA voit d'un bon œil les sommes qui seront investies pour une politique en matière d'itinérance (6 million\$) et dans la construction de logements sociaux (270 million\$), il se désole de constater que les mesures d'austérité annoncées ne feront qu'approfondir l'écart entre les riches et les pauvres.

Comment expliquer que le gouvernement annonce une série de compressions budgétaires, une hausse des tarifs de garderies et d'hydroélectricité, une révision des services et programmes offerts à la population et la possibilité que certains services gouvernementaux soient tarifés, alors que la richesse existe au Québec?

Dans son mémoire, le RQ-ACA reprend les 19 pistes de solutions fiscales proposées par la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* où il est démontré qu'il serait possible, par une fiscalité audacieuse, d'injecter plus de 10 milliard\$ dans les coffres de l'État⁽²⁾.

En multipliant les paliers d'imposition, en implantant des mesures pour diminuer les coûts faramineux des médicaments, en s'attaquant concrètement aux abris fiscaux, en révisant les mesures fiscales pour les entreprises, pour n'en nommer que quelques exemples, le gouvernement ferait un pas important vers une justice fiscale qui favoriserait grandement la justice sociale au Québec.

- 30 -

Pour information : Julie-Maude Beauchesne 514-845-6386

(1) <http://www.rq-aca.org/wp-content/uploads/rq-aca-memoire-budget-2014-2015-rq-aca-off.-janvier-2014.pdf>

(2) <http://www.nonauxhausse.org/outils/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/>